N°163 du 13 novembre 2026 Prix : **500 F**



La Nouvelle République

Tri-hebdomadaire d'informations, d'analyses et de publicité

Au service du développement

SEMAINE DE LA LOGISTIQUE ET DE LA SUPPLY CHAIN 2026

L'ATLOG affiche ses ambitions pour le marché malien

P.2





COP31

Faure Gnassingbé voit GRAND

Page 3

- *Le président du Conseil porte les priorités nationales à Antalya*
- *Trois initiatives pour attirer les financements et accélérer la transition écologique*

SEMAINE DE LA LOGISTIQUE ET DE LA SUPPLY CHAIN 2026

L'ATLOG affiche ses ambitions pour le marché malien

Le Mali représente un marché que les professionnels togolais de la logistique souhaitent davantage exploiter. Malgré les infrastructures portuaires dont dispose le Togo, le volume des marchandises maliennes transitant par Lomé reste inférieur aux attentes des acteurs du secteur. Une situation que l'Association togolaise pour la logistique (ATLOG) veut contribuer à améliorer.



Son président, Dominique Nyazozo, a évoqué cette préoccupation lors de la deuxième édition de la Semaine de la Logistique et de la Supply Chain, organisée du 11 au 13 novembre 2026 à Lomé.

Le Mali, un marché à mieux exploiter

Le choix du Mali comme pays invité d'honneur de cette édition répond à une volonté de renforcer les relations entre les professionnels de la logistique des deux pays.

« C'est pour nous l'occasion de pouvoir creuser et inciter également les opérateurs économiques maliens, tant les importateurs que les exportateurs, à pouvoir utiliser le corridor de Lomé », a expliqué Kwami Dzidula Dominique.

Le président de l'ATLOG a notamment relevé que le trafic malien sur le corridor Lomé-Bamako demeure limité comparativement aux flux de marchandises provenant du Burkina Faso et du Niger.

Une augmentation de ce trafic pourrait bénéficier aux transporteurs, aux entreprises de manutention, aux entrepôts et aux autres prestataires intervenant dans la chaîne logistique.

La formation au cœur des priorités

Dominique Nyazozo a également insisté sur la nécessité de renforcer les compétences des professionnels du secteur. L'ATLOG souhaite notamment rapprocher les entreprises des jeunes en formation afin de mieux préparer leur insertion dans les métiers du transport et de la logistique.

La Semaine de la Logistique et de la Supply Chain offre aux participants un cadre d'échanges sur les difficultés rencontrées par les opérateurs et les possibilités d'amélioration des services.

Pour l'association, attirer davantage de marchandises vers Lomé suppose aussi de disposer de professionnels qualifiés et de prestations capables de répondre aux exigences des importateurs et exportateurs.

L'ATLOG souhaite ainsi contribuer à la compétitivité du corridor togolais et au développement des activités économiques liées au transport des marchandises en Afrique de l'Ouest.

Gabriel BLIVI

Première Guerre mondiale

108 ans après, le Togo honore les victimes de la bataille de Chra

Le mémorial de Wahala, dans la préfecture de Haho, a accueilli mercredi 11 novembre 2026 une cérémonie de recueillement en mémoire des soldats tombés lors de la bataille de Chra. Cette commémoration s'inscrivait dans le cadre du 108e anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918, qui avait mis fin aux combats de la Première Guerre mondiale.



Diplomates, autorités administratives, militaires, traditionnelles et élèves se sont retrouvés sur ce site historique pour honorer les victimes et rappeler les conséquences humaines des conflits armés.

Un lieu chargé d'histoire

La bataille de Chra, livrée en août 1914 entre les forces allemandes et les troupes franco-britanniques, demeure un épisode marquant de la Première Guerre mondiale au Togo. Le mémorial de Wahala conserve le souvenir des soldats africains et européens qui y ont perdu la vie.

Représentant le gouverneur de la Région des Plateaux, le préfet de Haho, le lieutenant-colonel Alowegnim Gnakou, a souligné l'importance de transmettre cette mémoire aux jeunes générations.

Il a notamment rappelé les souffrances provoquées par les guerres et la nécessité de préserver la paix entre les peuples.

Une commémoration internationale

La cérémonie a enregistré la présence de représentants diplomatiques du Ghana, de la République démocratique du Congo, de la France, de l'Allemagne, du Sénégal, de l'Union européenne et d'autres pays.

Des élèves d'établissements togolais et internationaux ont également pris part à ce rassemblement. Leur présence témoigne de l'importance accordée à la transmission de l'histoire aux jeunes générations.

Le dépôt de gerbes de fleurs sur les tombes des soldats a constitué le principal moment de recueillement, rappelant la place de Wahala dans la mémoire de la Grande Guerre.

Cette cérémonie s'inscrit dans la continuité des initiatives consacrées à la mémoire nationale et à la reconnaissance des victimes des conflits qui ont marqué l'histoire du Togo.

Gabriel BLIVI

Coopération intercommunale

Lacs 1, Dankpen 1 et Blitta 1 montrent la voie

Les communes de Lacs 1, Dankpen 1 et Blitta 1 veulent tirer profit de leurs expériences respectives pour mieux répondre aux besoins de leurs populations. Elles ont officialisé leur collaboration mercredi 11 novembre 2026, à la mairie d'Aného, en signant une convention consacrée au développement économique local.



L'accord permettra aux trois collectivités de confronter leurs méthodes de travail, d'améliorer la mobilisation des ressources et d'envisager des projets communs. Le marketing territorial, la valorisation des potentialités locales et l'aménagement du territoire figurent également parmi les domaines concernés.

Les documents ont été signés par Me Alexis Coffi Aquereburu, sénateur-maire de Lacs 1, Wayo Yakatche, adjoint au maire de Dankpen 1, et Gnimtou Pakoubotchou, secrétaire général de Blitta 1.

Soutenu par le ministère chargé du Développement local et la coopération allemande à travers la GIZ, notamment son programme ProDeG IV, ce partenariat résulte d'une démarche engagée en septembre 2025 avec 15 communes.

La signature a coïncidé avec la cinquième édition du Festival international d'histoire d'Aného, consacré à la valorisation du patrimoine culturel et historique de la ville.

Avant son entrée en vigueur, la convention devra être soumise au contrôle de légalité des préfets concernés, puis à l'avis du ministère chargé de l'Administration territoriale.

COP31 – SOMMET DES DIRIGEANTS MONDIAUX

Faure Gnassingbé voit grand

- *Le président du Conseil porte les priorités nationales à Antalya.*
- *Trois initiatives pour attirer les financements et accélérer la transition écologique.*

La lutte contre les changements climatiques occupe désormais une place importante dans les relations internationales. Pour les pays africains, particulièrement exposés aux conséquences du réchauffement de la planète, les discussions portent autant sur la protection de l'environnement que sur les moyens financiers nécessaires à leur développement. Le Togo entend participer à cette mobilisation mondiale en défendant ses priorités nationales et en recherchant des partenariats capables de soutenir ses projets.



C'est dans ce contexte que le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a pris part, mercredi 11 novembre 2026, à l'ouverture du Sommet des dirigeants mondiaux de la COP31, organisé à Antalya, en Türkiye.

La rencontre a rassemblé plusieurs chefs d'État et de gouvernement, des responsables d'organisations internationales et des partenaires au développement. À son arrivée sur le site de l'EXPO d'Antalya, Faure Gnassingbé a été accueilli par le président turc Recep Tayyip Erdoğan et le secrétaire général des Nations unies, António Guterres.

Cette participation intervient alors que le Togo cherche à renforcer sa présence dans les mécanismes internationaux de financement climatique et à promouvoir ses initiatives environnementales auprès des partenaires étrangers.

Des financements indispensables à la transition climatique

Le financement des politiques climatiques figure parmi les principales préoccupations exprimées à l'ouverture du sommet. Recep Tayyip Erdoğan et António Guterres ont notamment insisté sur la nécessité d'accélérer la transition énergétique et de faciliter l'accès des pays aux ressources financières nécessaires.

Pour de nombreux États africains, les besoins sont considérables. La protection des zones côtières, l'adaptation des pratiques agricoles, l'amélioration des infrastructures et le développement des énergies renouvelables nécessitent des investissements importants.

Le Togo fait face à plusieurs de ces défis. Sur son littoral, l'érosion côtière menace des espaces habités et des activités économiques. Dans les zones rurales, les variations des précipitations et les épisodes climatiques extrêmes peuvent fragiliser les productions agricoles et les revenus des ménages.

Les conséquences économiques de ces phénomènes dépassent les secteurs directement exposés. La dégradation des terres agricoles peut réduire les récoltes, perturber l'approvisionnement des marchés et affecter les revenus des producteurs. Les dommages causés aux infrastructures peuvent également entraîner des dépenses supplémentaires pour les collectivités et les pouvoirs publics. La prévention de ces risques constitue donc une composante importante des politiques de développement.

Ces réalités expliquent l'importance accordée par les autorités togolaises à la mobilisation des financements internationaux. Les ressources recherchées doivent notamment permettre de soutenir les projets d'adaptation et d'améliorer la résistance des populations face aux conséquences des changements climatiques.

Le sommet d'Antalya offre ainsi au Président du Conseil un cadre diplomatique pour rappeler les besoins du pays et défendre une coopération internationale davantage orientée vers la réalisation de projets.

Le Togo présente trois instruments de sa politique environnementale

La participation togolaise à la COP31 ne se limite pas aux discussions générales sur le climat. Le pays souhaite également présenter trois initiatives destinées à renforcer ses capacités d'action.

La première est le Togo Green Fund (TGF). Ce mécanisme est conçu pour faciliter la recherche et la mobilisation de financements climatiques. Il doit permettre d'accompagner des investissements dans des secteurs contribuant à la protection de l'environnement, à la réduction des émissions et à l'adaptation aux changements climatiques.

La deuxième initiative concerne le Registre national carbone du Togo. Cette plateforme numérique est destinée à améliorer le suivi des actions climatiques et la transparence des informations relatives aux réductions des émissions de gaz à effet de serre.

Dans un contexte où les partenaires financiers accordent une importance croissante à la traçabilité des résultats environnementaux, cet outil doit contribuer à mieux documenter les efforts entrepris par le pays.

Le troisième dispositif est le programme « Togo zéro déchet ». Il repose sur une approche économique de la gestion des déchets, avec une attention particulière accordée à leur récupération, leur recyclage et leur transformation.

La valorisation des déchets peut notamment favoriser l'émergence de nouvelles activités, soutenir des entreprises spécialisées et contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations.

Les collectivités territoriales pourraient également jouer un rôle déterminant dans la réalisation de ces ambitions. La gestion des déchets, l'assainissement et la protection des espaces naturels concernent directement les communes. Leur implication dans les projets climatiques permettrait de mieux tenir compte des besoins locaux et de rapprocher les interventions publiques des populations bénéficiaires.

Ces initiatives illustrent la volonté des autorités de développer plusieurs instruments complémentaires pour financer, mesurer et accompagner la transition environnementale.

Une diplomatie tournée vers les partenariats

La présence de Faure Gnassingbé au Sommet des dirigeants mondiaux traduit également l'intérêt du Togo pour les possibilités de coopération offertes par les grandes rencontres climatiques.

Les discussions internationales peuvent faciliter les contacts avec les institutions financières, les organismes spécialisés et les partenaires disposant de compétences techniques dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles.

Le Togo souhaite notamment défendre une coopération reposant sur la solidarité, l'équité et la responsabilité partagée. Cette orientation rejoint les préoccupations de plusieurs pays en développement qui réclament des mécanismes de financement mieux adaptés à leurs besoins.

Le secteur privé dispose, lui aussi, de possibilités d'intervention dans cette transition. Les investissements dans les énergies renouvelables, le recyclage, les équipements économes en énergie et les technologies environnementales peuvent contribuer à diversifier les activités économiques. Le développement de ces filières pourrait également favoriser l'entrepreneuriat et créer des emplois, notamment pour les jeunes.

Les autorités togolaises cherchent également à promouvoir une transition écologique compatible avec les impératifs de croissance économique et d'amélioration des conditions de vie.

La mobilisation de financements, le développement des compétences nationales et l'accès aux technologies constituent, dans cette perspective, des moyens importants pour accélérer la réalisation des projets environnementaux.

Transformer les engagements en réalisations

Les ambitions présentées à Antalya devront se traduire par des actions concrètes dans les différents secteurs concernés. Pour le Togo, cela suppose notamment de poursuivre les efforts de protection du littoral, d'améliorer la gestion des déchets et de soutenir les investissements favorables à la transition énergétique.

La coopération internationale pourrait aussi favoriser le partage d'expériences entre pays confrontés à des difficultés environnementales comparables. Les solutions développées pour la protection des côtes, la gestion durable des ressources naturelles ou l'adaptation de l'agriculture peuvent être adaptées aux réalités togolaises. Ces échanges offriraient aux institutions nationales des possibilités supplémentaires de renforcer leurs compétences techniques.

Le développement de ces projets dépendra de la capacité à mobiliser les ressources nécessaires et à construire des partenariats durables avec les institutions internationales.

La COP31 représente donc une occasion pour le pays de présenter ses priorités, de rechercher des appuis et de participer aux discussions sur l'évolution des politiques climatiques mondiales.

En prenant part au sommet d'Antalya, Faure Gnassingbé confirme la place accordée aux questions environnementales dans l'action diplomatique du Togo. Les résultats de cette mobilisation se mesureront notamment à la capacité du pays à obtenir les accompagnements nécessaires pour mettre en œuvre ses initiatives et renforcer la protection des populations face aux changements climatiques.

Gabriel BLIVI

La Nouvelle République
Récépissé N° 0662/17/10/25
Journal La Nouvelle République
Édité, par BKG Communication SARL U
Tél : 00228 92 49 93 83
71908670/90144815
Email : gabrielblivi@gmail.com
Siège: Agoè Cacaveli
Directeur Général
BLIVI Kpakpo
Directeur de Publication
AFANOU Yawovi Midodji
Redacteur en chef
Eli Goka-Adokanou
Rédaction
Gabriel BLIVI
Prudence AFANOU
Charles AYI
Robert A.
Infographie : Lord Germann
Imprimerie : Direct Print

PISTES RURALES

24,3 milliards FCFA pour désenclaver les localités en 2027

Le gouvernement togolais prévoit de consacrer 24,3 milliards de FCFA au développement du réseau de pistes rurales en 2027. Cette enveloppe, inscrite au projet de budget de l'État, représente 45,1 % des 54 milliards de FCFA de crédits de paiement prévus pour le ministère des Transports, du Désenclavement et des Pistes rurales.

Ces ressources doivent permettre d'améliorer les déplacements des populations rurales et de faciliter l'acheminement des productions agricoles vers les marchés. L'amélioration de ces voies constitue un appui important aux activités économiques dans les zones agricoles.

Près de 600 km de nouvelles interventions

Selon le projet de budget-programme 2027-2029, le ministère prévoit de lancer des travaux d'ouverture, de construction et de réhabilitation sur 596,05 kilomètres de pistes rurales, répartis dans les cinq régions du pays.

Le programme prévoit également la poursuite des travaux sur 1 201,85 kilomètres de pistes rurales déjà en cours d'exécution.

D'autres opérations sont programmées, notamment la poursuite de 307,7 kilomètres dans le cadre du PURS 1b, l'achèvement de 476,95 kilomètres du PAPR 1b et le démarrage des travaux sur 635,45 kilomètres du PAPR 2a.



Des ponts pour faciliter la circulation

Le gouvernement prévoit aussi de poursuivre la construction des six premiers ponts du programme UNIBRIDGE et de lancer les travaux des quinze autres ouvrages. Ces infrastructures doivent contribuer à améliorer la continuité des déplacements dans les localités concernées.

Sur le plan financier, le programme de pistes rurales bénéficie de 26,3 milliards de FCFA d'autorisations d'engagement, contre 24,3 milliards de crédits de paiement pour 2027.

Les autorisations d'engagement déterminent le montant maximal des dépenses pouvant être engagées, tandis que les crédits de paiement correspondent aux sommes pouvant être effectivement décaissées au cours de l'exercice budgétaire.

Ces investissements s'inscrivent dans les efforts de désenclavement des zones agricoles et d'amélioration des conditions de transport des personnes et des marchandises.

Les montants et les opérations programmées figurent dans le projet de budget-programme de l'État 2027-2029, élaboré par le ministère des Finances et du Budget.

Albert ATOUNOU

COP31

Les ambitions maritimes du Togo séduisent les partenaires internationaux

Le Togo a consacré une rencontre à la protection des océans et au développement d'une économie maritime durable, mercredi 11 novembre 2026, dans son pavillon à la COP31, à Antalya, en Turquie. Les orientations présentées ont suscité l'intérêt de plusieurs partenaires internationaux, dont l'Organisation maritime internationale (OMI), qui a réaffirmé sa disponibilité à accompagner le pays.

Pour le Togo, dont une partie importante de l'activité économique repose sur le transport maritime, la préservation des ressources océaniques doit progresser parallèlement au développement des infrastructures portuaires.

Des ambitions économiques et environnementales

Les autorités togolaises souhaitent renforcer la position du pays comme plateforme maritime dans le golfe de Guinée, tout en réduisant les effets environnementaux des activités du secteur.

La lutte contre l'érosion côtière, la préservation des écosystèmes aquatiques et la réduction des émissions du transport maritime figurent parmi les priorités présentées.

Ces orientations s'inscrivent dans la Contribution déterminée au niveau national (CDN 3.0), qui définit les engagements climatiques du Togo.

L'OMI réaffirme son accompagnement

Lors des échanges, plusieurs partenaires ont exprimé leur volonté de soutenir les projets togolais. L'Organisation maritime internationale a notamment manifesté son intérêt pour les initiatives visant à rendre les activités maritimes moins polluantes.

Les discussions ont également porté sur les possibilités de mobiliser des compétences techniques et des ressources pour accompagner les projets envisagés.

Cette démarche rejoint les priorités climatiques du Togo, présentées en amont de la conférence pour favoriser la mobilisation de partenariats internationaux.

Le Togo souhaite ainsi renforcer ses coopérations internationales afin de protéger son littoral, préserver ses ressources marines et développer durablement son économie maritime.

Albert ATOUNOU

COP31

La CEDEAO mobilise l'Afrique de l'Ouest face aux défis climatiques

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) participe à la 31e Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP31), organisée du 9 au 20 novembre 2026 à Antalya, en Türkiye. L'organisation régionale y défend les priorités climatiques ouest-africaines, particulièrement la protection des populations exposées aux catastrophes naturelles et aux déplacements liés aux dérèglements climatiques.

Le 10 novembre, la CEDEAO a inauguré son pavillon lors d'une rencontre organisée conjointement avec la Commission de l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Les discussions ont porté sur les conséquences du changement climatique sur les déplacements de populations en Afrique.

Protéger les populations vulnérables

Les échanges ont réuni plusieurs responsables et spécialistes, dont Christophe Deguenon, directeur de l'Environnement et des Ressources naturelles de la CEDEAO, ainsi que des représentants de l'Union africaine, de l'IGAD et d'organisations engagées dans la protection de l'environnement.

Les participants ont examiné les mécanismes permettant de mieux accompagner les populations contraintes de quitter leurs lieux de résidence sous l'effet des phénomènes climatiques. Une attention particulière a été accordée aux femmes, aux filles, aux jeunes et aux communautés exposées aux risques environnementaux.

La coopération transfrontalière, les systèmes d'alerte précoce et l'exploitation des données climatiques figurent parmi les solutions discutées. Ces orientations sont également abordées dans la stratégie climatique régionale de la CEDEAO.

Une position régionale à défendre

En prélude à la COP31, les experts de la CEDEAO et de l'UEMOA s'étaient réunis du 13 au 15 octobre à Accra, au Ghana, afin de coordonner les priorités de négociation des États ouest-africains.

Les discussions préparatoires ont notamment porté sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation aux changements climatiques et la mobilisation des financements nécessaires au développement des pays de la sous-région.

À Antalya, la CEDEAO entend promouvoir sa stratégie régionale sur le climat et renforcer les partenariats nécessaires à sa mise en œuvre. Cette mobilisation régionale accompagne les démarches nationales, notamment les préparatifs climatiques du Togo engagés avant la conférence.

Cette participation intervient alors que l'Afrique de l'Ouest reste fortement exposée aux sécheresses, aux inondations et à l'érosion côtière, qui fragilisent les activités économiques et les conditions de vie des populations.

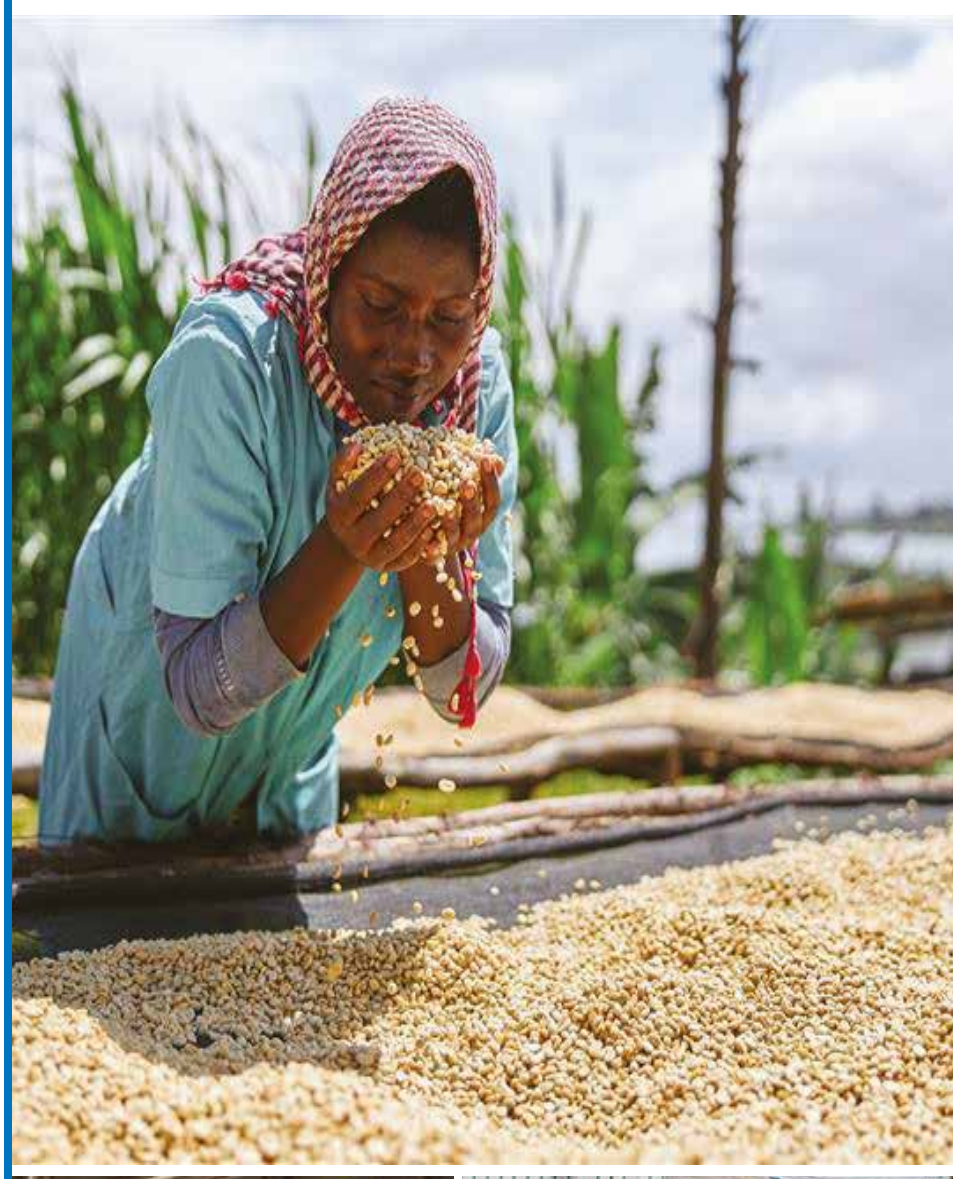
Albert ATOUNOU

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE
— TOGO —

Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP

ARISE
INTEGRATED INDUSTRIAL PLATFORMS

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE

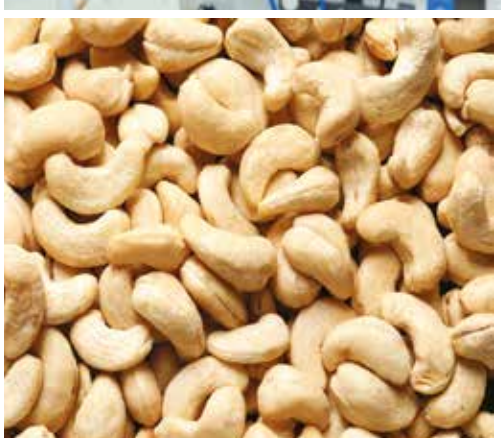














TAS · FHC MEDICA · DONGACO TOGO S.A · O.D.I.L · R-LOGISTIC · nutriSource · GENERAL B DOP COSMETICS

Togo organics & naturals · Togo SOJA Transformation Locale du Soja · spiro · VAN VLIET · STAR A Komar company · CMDT Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles

CBM TOGO | China Africa Building Material TOGO SAU(CBM TOGO SAU) 中非建材多哥股份公司

+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

AGRICULTURE TOGOLAISE

Des rendements multipliés par cinq, le pari des semences adaptées au climat

Et si une meilleure adaptation des semences aux réalités climatiques permettait de changer sensiblement les performances de l'agriculture togolaise ?

Les résultats des essais réalisés dans le cadre du Programme de résilience du système alimentaire au Togo (FSRP-Togo) apportent des éléments de réponse encourageants. Certaines variétés améliorées de sorgho peuvent désormais atteindre 5 tonnes à l'hectare, contre environ une tonne pour certaines variétés locales traditionnelles de référence. Une perspective qui met en lumière les possibilités d'amélioration de la productivité agricole dans un contexte de dérèglement climatique.

Cette avancée intervient alors que l'agriculture togolaise reste confrontée à des conditions météorologiques de plus en plus difficiles à anticiper. Les variations des précipitations, les épisodes de sécheresse et les inondations constituent autant de facteurs susceptibles de compromettre les récoltes et de fragiliser les revenus des exploitants. Pour un pays où l'agriculture joue un rôle important dans les moyens de subsistance des populations rurales, la capacité à maintenir les niveaux de production devient un enjeu stratégique.

C'est dans cette perspective que le FSRP-Togo accompagne la diffusion de variétés améliorées, sélectionnées pour leur capacité à mieux répondre aux contraintes climatiques. Les essais menés dans les six régions du pays permettent d'identifier des solutions susceptibles d'améliorer les rendements et de renforcer la sécurité alimentaire. Le potentiel de production observé avec certaines variétés de sorgho constitue notamment un indicateur intéressant des bénéfices que pourrait apporter une plus large adoption de ces innovations agricoles.



Mais l'amélioration des performances ne saurait reposer uniquement sur les semences. Elle suppose également des investissements dans les infrastructures, les équipements et les dispositifs permettant de mieux organiser les différentes étapes de la production agricole. C'est pourquoi le Togo associe cette démarche à des programmes de transformation agricole durable et au développement des infrastructures dans les zones spéciales de transformation agro-industrielle.

Cette articulation entre production et transformation répond à une préoccupation essentielle : permettre aux producteurs de tirer davantage de valeur de leurs récoltes. Au-delà de l'augmentation des rendements, il s'agit de renforcer les capacités de conservation, de transformation et de commercialisation des produits agricoles, tout en créant de nouvelles perspectives pour l'économie rurale.

La participation togolaise à la COP31 d'Antalya s'inscrit précisément dans cette dynamique. Le pays entend mobiliser les partenaires techniques et financiers autour d'investissements capables de concilier productivité agricole, adaptation aux changements climatiques et développement de l'agro-industrie.

L'ambition est de faire évoluer progressivement les systèmes alimentaires vers un modèle plus résilient, moins exposé aux aléas climatiques et davantage créateur de richesses. Car, face aux incertitudes climatiques, la sécurité alimentaire ne dépend plus seulement de la capacité à produire, mais aussi de l'aptitude à anticiper les risques, à moderniser les pratiques agricoles et à mieux valoriser les ressources disponibles.

À travers cette orientation, le Togo entend faire de l'adaptation climatique un levier de modernisation agricole et de consolidation de son économie rurale.

Prudence AFANOU

UNIVERSITÉ DE LOMÉ

« Un étudiant, un métier », la révolution !

Et si l'université ne formait plus seulement des diplômés, mais aussi des professionnels, des entrepreneurs, des créateurs de valeur ?

C'est le pari que fait l'Université de Lomé avec le programme « Un étudiant, un métier », qui sera lancé à la rentrée 2026-2027. Une initiative ambitieuse qui vise à compléter la formation académique par l'apprentissage d'un savoir-faire professionnel certifiant, susceptible de faciliter l'insertion et l'autonomie financière des étudiants.

Fini l'époque où l'on quittait l'université avec un diplôme en poche mais sans métier entre les mains. Désormais, chaque étudiant de l'Université de Lomé pourra apprendre, en plus de sa filière, un métier concret, utile, monnayable, et repartir avec une attestation professionnelle ou même un diplôme universitaire.

Quatre pôles, dix-huit métiers pour apprendre en faisant

Le programme s'articule autour de quatre grands pôles, qui couvrent dix-huit activités, pensées pour répondre aux réalités du campus et aux besoins du marché.

Le premier pôle, baptisé « Savoir et académique », regroupe cinq activités qui valorisent le savoir et l'entraide. Il y a UL Tutoring, pour les cours de soutien et les répétitions, UL Print & Design, pour l'impression, la reliure et la création d'affiches, UL Trad, pour la traduction en anglais, français et allemand ainsi que la rédaction de CV, UL Info, pour la maintenance informatique et l'installation de logiciels, et UL Phone Lab, consacré à la réparation de téléphones.

Le deuxième pôle, celui de la « Vie quotidienne », comprend lui aussi cinq activités, ancrées dans les besoins de tous les jours. On y trouve UL Pressing, pour le lavage et le repassage, UL Barber & Beauty, pour la coiffure, UL Restauration saine, dédiée à la préparation et à la vente de mets locaux, UL Eau & Café, pour la distribution d'eau et de café, et UL Vente en ligne, pour la commercialisation d'articles sur internet.

Le troisième pôle, « Innovation verte », mise sur l'économie circulaire et le développement durable, avec cinq activités. Il s'agit d'UL Savon, pour la fabrication de savon liquide, d'UL Tri, pour la collecte et le recyclage des déchets plastiques, d'UL Couture & Retouche, pour la confection et la retouche de vêtements, d'UL Photo Pro, pour les photos d'identité et la couverture d'événements, et d'UL Agro-Prod, axé sur le jardinage, l'élevage et les pépinières.



Enfin, le quatrième pôle, « Services digitaux et événementiels », propose trois activités tournées vers la logistique du campus et la communication. Il comprend UL Livraison, pour les livraisons sur le campus, UL Event, pour les prestations événementielles et la location de matériel, notamment de sonorisation et de chaises, ainsi qu'une agence de communication du campus, chargée de prestations de communication et de services numériques.

Dix-huit métiers, dix-huit portes d'entrée vers l'autonomie

Un à deux après-midis par semaine pour apprendre un métier

Concrètement, les étudiants choisiront une activité au moment de leur inscription ou réinscription pour l'année universitaire 2026-2027. La formation pratique prendra la forme d'ateliers organisés une à deux après-midis par semaine, sans empiéter sur les cours magistraux, mais en les complétant.

Selon le parcours suivi, elle donnera lieu à une attestation professionnelle ou à un diplôme universitaire. Autrement dit, l'étudiant ne repartira pas seulement avec des connaissances théoriques, mais avec une preuve tangible de son savoir-faire, un atout décisif sur le marché de l'emploi ou pour lancer sa propre activité.

Et pour ceux qui iront plus loin, les projets jugés les plus prometteurs pourront être accompagnés au sein de l'UniPod Togo.

L'UniPod, le cœur battant de l'innovation

Ouvert à tous les étudiants de l'Université, quel que soit leur niveau, le programme prévoit une phase d'incubation. Il s'inscrit dans un contexte où l'adéquation entre formation, emploi et entrepreneuriat figure parmi les priorités annoncées pour l'année académique 2026-2027.

À l'Université de Lomé, le dispositif s'appuiera sur l'UniPod, inauguré en février 2025. Cette structure a mobilisé plus d'un milliard FCFA et comprend huit laboratoires, des espaces d'incubation et un bureau de transfert de technologie. C'est là que les idées deviendront des projets, et les projets, des entreprises.

Avec « Un étudiant, un métier », l'Université de Lomé ne se contente plus de former des têtes bien pleines. Elle veut former des mains habiles, des esprits entreprenants et des jeunes capables de créer leur propre emploi, et demain, celui des autres.

Une université qui apprend un métier à chaque étudiant, c'est une université qui prépare vraiment à la vie.

Prudence AFANOU

GHANA

Une nouvelle découverte d'hydrocarbures ouvre des perspectives offshore

Le Ghana franchit une nouvelle étape dans son secteur énergétique. Le pays a annoncé une découverte d'hydrocarbures au large de ses côtes, dans un type de gisement encore jamais identifié avec succès sur son territoire.



La découverte a été réalisée dans le bloc offshore Deepwater Cape Three Points, situé à environ 148 kilomètres des côtes ghanéennes. Le puits d'exploration Nya Gyidie-1X a révélé la présence d'hydrocarbures dans une formation géologique de type carbonate, une première pour le pays.

Selon le président John Dramani Mahama, cette avancée ouvre de nouvelles perspectives pour l'exploration pétrolière et gazière au Ghana. Jusqu'ici, les découvertes commerciales du pays reposaient principalement sur des réservoirs de grès.

Foré à plus de 2 200 mètres de profondeur, le puits n'a pas encore permis de déterminer s'il contient du pétrole ou du gaz, ni d'évaluer les volumes exploitables. Des analyses supplémentaires sont en cours afin de mesurer l'ampleur du potentiel.

Les autorités ghanéennes espèrent que cette avancée permettra d'attirer de nouveaux investissements et de renforcer la production énergétique nationale. Le gouvernement cherche notamment à relancer l'exploration offshore et à renouveler ses réserves d'hydrocarbures.

CENTRAFRIQUE

L'ONU envisage une réduction progressive de la MINUSCA

Le Conseil de sécurité des Nations unies doit se prononcer jeudi sur le renouvellement du mandat de la MINUSCA, la mission de maintien de la paix en Centrafrique, qui arrive à expiration ce week-end.



Déployée en 2014, en pleine guerre civile, la force onusienne a déjà entamé une réduction de ses effectifs et de ses bases opérationnelles. Si la situation sécuritaire s'est améliorée depuis les heures les plus sombres du conflit, plusieurs groupes armés restent actifs, notamment dans les zones frontalières du Tchad, du Soudan et de la République démocratique du Congo.

La mission compte actuellement près de 10 000 militaires et 2 000 policiers. Entre janvier et juin, elle a fermé et transféré 21 de ses bases à travers le pays. Mais les violences persistent. Dans le sud-est, des attaques attribuées à des éléments résiduels de l'Armée de résistance du Seigneur ont fait quatre morts et provoqué l'enlèvement d'environ 68 civils, dont 40 enfants, entre juin et septembre.

En juin, une attaque dans la localité soudanaise d'Am-Dafock, à la frontière avec la Centrafrique, a également fait 29 morts et entraîné le déplacement de quelque 17 500 personnes. Face à cette situation encore fragile, le président Faustin-Archange Touadéra plaide pour un retrait progressif de la mission, estimant que le pays doit pouvoir assurer lui-même sa sécurité et préserver sa souveraineté. Le gouvernement ne souhaite toutefois pas un départ précipité des Casques bleus. Il reconnaît que l'État ne dispose pas encore des capacités nécessaires pour prendre pleinement le relais.

À ce stade, la MINUSCA affirme que son mandat reste inchangé, protéger les civils et contribuer au rétablissement de l'autorité de l'État. La décision du Conseil de sécurité sur son renouvellement est donc particulièrement attendue.

AFRIQUE DU SUD

L'ANC écarte l'hypothèse d'une démission de Cyril Ramaphosa

La porte-parole nationale de l'African National Congress (ANC), Mahlengi Bhengu-Motsiri, a assuré jeudi que Cyril Ramaphosa ne démissionnerait pas de la présidence du parti.

Cette déclaration intervient alors que les hauts responsables de l'ANC sont réunis en session extraordinaire du Comité exécutif national (NEC) pour examiner les résultats des récentes élections municipales et définir la stratégie à suivre.

Le parti au pouvoir a recueilli seulement 31 % des suffrages, soit une baisse de 15 points par rapport au précédent scrutin municipal. Un résultat qui marque son plus faible score électoral depuis son arrivée au pouvoir en 1994.

« De nombreuses rumeurs infondées circulent au sujet du président, notamment selon lesquelles il aurait proposé de démissionner. Nous exhortons les Sud-Africains à ne pas leur accorder de crédit. Les résultats de l'ANC à ces élections municipales nécessitent une réflexion approfondie. C'est précisément l'objet de notre réunion aujourd'hui », a déclaré Mahlengi Bhengu-Motsiri.

Les discussions portent également sur la formation de gouvernements de coalition dans les municipalités où aucun parti n'a obtenu la majorité absolue. La porte-parole a indiqué que le comité exécutif devait examiner les premiers échanges avec les autres formations politiques et adopter un cadre définissant le mandat de l'équipe chargée des négociations.

En 2024, l'ANC avait recueilli 40%

Longtemps hégémonique sur la scène politique sud-africaine, l'ANC avait l'habitude de recueillir près de 70 % des suffrages. Mais son influence électorale s'érode progressivement. La secrétaire générale du parti a qualifié ce nouveau revers de « catastrophe » et annoncé une période d'introspection pour comprendre les raisons de cette perte de confiance.

En 2024, le parti avait déjà perdu sa majorité parlementaire lors des élections nationales, avec seulement 40 % des voix. Il avait alors reconnu la nécessité de se remettre en question. Deux ans plus tard, le recul se poursuit.

Pour expliquer cette désaffection, l'ANC a régulièrement évoqué l'héritage de l'apartheid et du colonialisme. Mais les préoccupations quotidiennes des Sud-Africains portent aussi sur la dégradation des services publics, coupures d'électricité, pénuries d'eau, réseaux d'assainissement défaillants, accumulation des déchets et manque de logements. Des millions de personnes vivent toujours dans des quartiers informels, faute d'accès à un logement décent


IMPERIAL
SODA WATER
LES BULLES QUI NOUS RASSEMBLENT.
L'eau pétillante du Togo
EAU GAZEIFIÉE, LÉGÈRE ET RAFRAÎCHISSANTE
250* FCFA
BOUTEILLE
50 CL
IMPERIAL
SODA WATER
BB LOMÉ S.A


L'actualité continue sur
www.lanouvellerepublique.net
La Nouvelle République
Tri-hebdomadaire d'informations, d'analyses et de publicité
Au service du développement
L'ATLOG affiche ses ambitions pour le marché malien
COP31 – SOMMET DES DIRIGEANTS MONDIAUX
voit GRAND
Informez-vous, partout, tout le temps !